

IL FAUT DÉFENDRE LA PAIX



L'argent pour les salaires et l'éducation, pas pour la marche à la guerre mondiale

Le PRCF, qui veut **reconstruire un parti communiste combatif** pour une alternative 100 % antifasciste et anti-Maastricht, appelle aussi à **défendre la PAIX MONDIALE** menacée par l'escalade que nourrissent l'OTAN et l'impérialisme US de Taiwan aux frontières de la Russie avec l'aide du régime pronazi de Kiev. Quoi qu'on pense de Poutine (et nous soutenons les communistes russes qu'il harcèle), l'escalade qu'alimente l'OTAN contre la Chine et la Russie nourrit l'inflation et ruine les salariés. Elle peut à tout moment dérapier vers une guerre mondiale nucléaire qui rendrait l'emballement climatique irréversible tout en détruisant la vie sur Terre.

Négociations et désescalade en Ukraine ! Assez d'envois d'armes pouvant tomber dans les mains des provocateurs dont le régime de Kiev, qui interdit les partis de gauche et célèbre le massacreur nazi Stepan Bandera, est très évidemment et très ouvertement truffé ! Et surtout, ça suffit que l'école devienne comme les médias le lieu d'un bourrage de crâne belliciste permanent !

Oui à l'augmentation des salaires, aux services publics porteurs de VIE, aux acquis sociaux, à l'école publique, à la jeunesse et à son avenir ! Et non à l'UE asservie au capital, à l'OTAN et à une escalade militaire porteuse d'anéantissement !

Vous travaillez dans l'Education Nationale, enseignant(e), personnel administratif, personnel de service, cadre de l'administration, vous souhaitez nous suivre ?
vous souhaitez nous faire connaître des faits ?

Lisez notre site national <https://www.initiative-communiste.fr/>

la revue Étincelles (dont le dernier numéro est consacré à "L'Union Européenne - la fascisation")

- le compte Twitter du PRCF : @PRCF_

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:	Prénom:
Adresse:	
CP:	Ville:
Courriel:	Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux



RENTRÉE DES CLASSES OU RENTRÉE DE CASSE ?



Dissolution en marche de l'Éducation nationale dans l'acide de la désintégration européenne

**Le Statut, garantie d'égalité
et d'indépendance intellectuelle
et bouc émissaire favori de la Réaction.**

Loin de nous l'idée de minimiser la crise existentielle de notre institution, car on soigne un mal en l'affrontant, pas en le niant. Et en fait de perte d'altitude, l'École de la République, de la Maternelle au Supérieur, vit un véritable effondrement.

Mais en l'occurrence, le « mal » vient-il des enseignants-fonctionnaires, « ces pelés, ces galeux d'où nous vient tout le mal », comme dit le fabuliste ? Ou bien n'est-il pas lié à la **grêle de contre-réformes d'inspiration anglo-saxonne et maastrichtienne qui a frappé l'école publique depuis l'adoption du Traité de Maastricht (1992) ?**

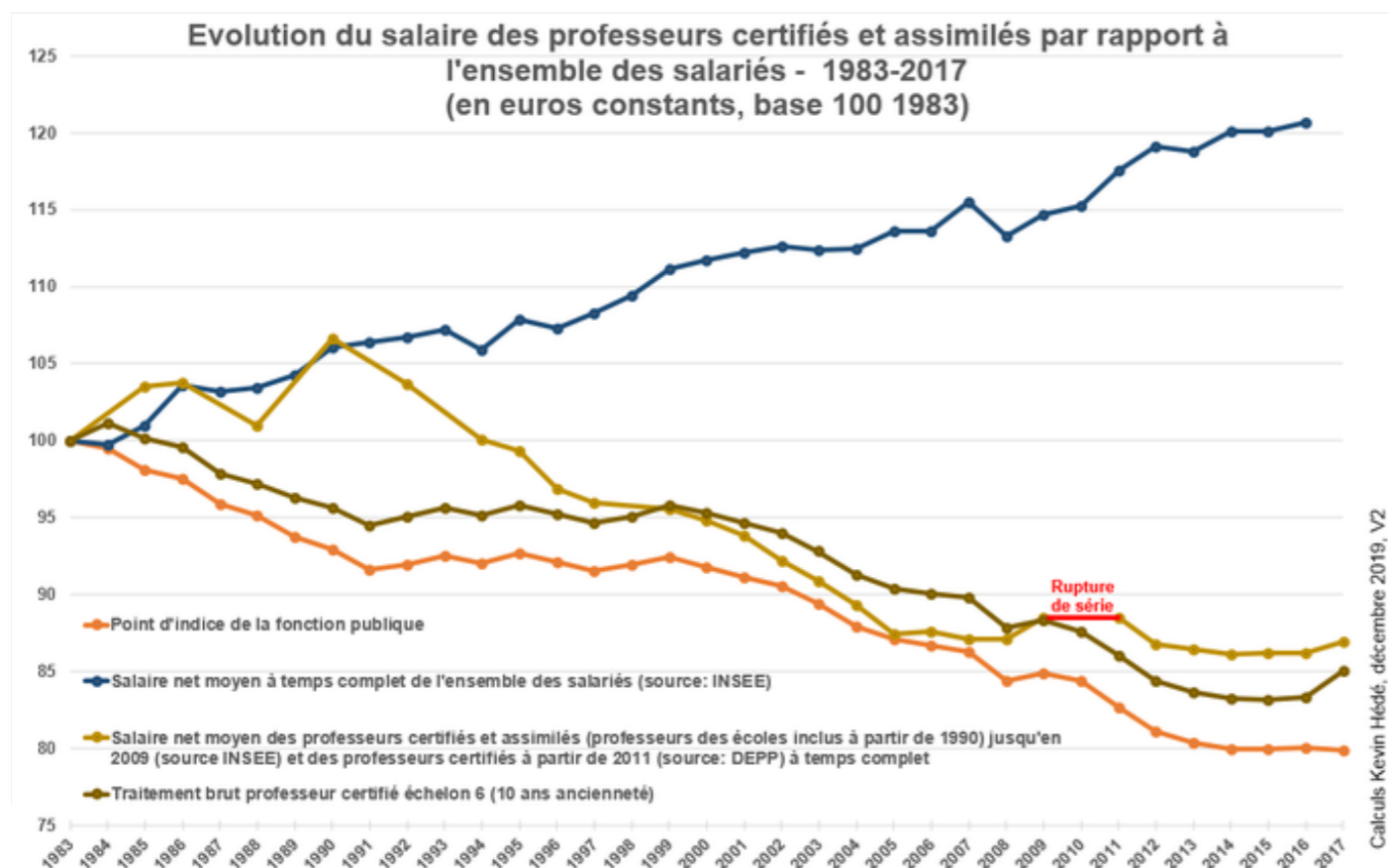
En effet, ce n'est pas le Statut de la Fonction publique, imposé de haute lutte par le PCF à la Libération et rédigé par Maurice Thorez afin de garantir l'indépendance d'esprit des professeurs contre l'ignoble collaboration qui avait vu Vichy faire la chasse aux Juifs et aux communistes jusque dans les salles de classe, qui est responsable de l'état catastrophique de l'Éducation nationale et de l'Université en cette rentrée 2022.

- Ce n'est pas la faute du Statut si **les enseignants sont recrutés au niveau du SMIC et peinent à atteindre 2 000 euros net par mois au bout de 15 ans de carrière.**

« L'éducation n'est plus à la hauteur
des attentes de la Nation. »

Emmanuel Macron

E. Macron, qui a tout fait durant son premier mandat et quand il était ministre des Finances de Hollande pour imposer l'euro-austérité, comprimer les dépenses publiques, baisser les impôts des riches, qui pousse à détruire le Statut de la fonction publique (œuvre du ministre communiste Maurice Thorez en novembre 1946) et à précariser nos métiers, qui multiplie les piques fielleuses contre les profs, vient de déclarer que l'Éducation nationale n'était « plus à la hauteur des attentes de la Nation ».



- Ce n'est pas non plus la faute du Statut si la **quantité de travail et les injonctions méprisantes** de hiérarchies intermédiaires serviles au pouvoir ont considérablement **dégradé les conditions de travail et vidé le beau métier d'enseignant de son sens**, conduisant avec la baisse vertigineuse des salaires à une **crise de recrutement sans précédent**.
- Ce n'est pas la faute du recrutement par concours si **plusieurs dizaines de milliers de postes d'enseignants ont été supprimés**, conduisant à ce que les élèves s'entassent parfois à près de 40 par classe et que de nombreux élèves se retrouvent sans enseignants qualifiés ou sans enseignants du tout.
- Ce n'est pas la faute du recrutement par concours si, voulant tout à la fois contourner ce mode de recrutement républicain et s'aligner sur les injonctions de Bruxelles, le ministère a mis en place une **réforme de la mastérisation qui dysfonctionne depuis 2011, année où a débuté la crise de recrutement**¹.
- Ce n'est pas la faute du Concours si le ministère fait le choix pervers du recrutement prioritaire de contractuels au détriment de professeurs titulaires et privés de postes à la rentrée ! Ou comment mieux casser le Statut de la Fonction publique en poussant à la guerre entre travailleurs...
- C'est encore moins de la faute du Statut et du Concours, dont ne bénéficient pas les personnels précaires que sont les Accompagnants des Élèves en Situation de Handicap (AESH), si **des milliers d'élèves souffrant de handicap et nécessitant un accompagnement adapté se voient dépouillés de ce qui leur est dû et abandonnés, seuls**, ou avec une aide ponctionnée par les prétendus Pôles inclusifs d'accompagnement localisés, ou PIAL, pseudo-école « inclusive », qui de fait les exclut.
- **Et les réfugiés mineurs isolés abandonnés à la rue, les enfants autistes que les parents sont contraints de scolariser à l'étranger, ou les cohortes d'étudiants sans master ?** Ils ne sont pas non plus les victimes du Statut de la Fonction publique.
- **Et l'effondrement du niveau scolaire et l'explosion des inégalités scolaires ?** La France est passée des premières places de l'enquête internationale TIMSS sur les sciences en 1995 aux dernières actuellement. Est-ce la faute du Statut, pourtant en place en 1995, ou est-ce la responsabilité des politiques scolaires de l'École dite des compétences, politiques imposées par l'UE depuis le « Conseil européen de Lisbonne » de mars 2000 (https://www.europarl.europa.eu/summits/lis1_fr.htm) et mises en place à la schlague par l'armée mexicaine des inspecteurs en tout genre et des personnels de direction serviles et carriéristes ?

1 Source rapport de Capes externe mathématiques 2011.

L'acide des critères de convergences de Maastricht, de la Stratégie Europa2020 et du marché européen des crédits ECTS et du LMD

La baisse des salaires des enseignants a commencé en 1983 lors du tournant de la rigueur initié par le social-démocrate et européeniste à la francisque Mitterrand. Elle s'est depuis poursuivie sans relâche, et pour cause : **il fallait tenir les critères de convergence de l'euro**, monnaie unique, et ainsi resserrer le niveau d'endettement imposé par l'Allemagne et son Mark fort.

La désorganisation du service public d'éducation et les cadeaux à l'école privée répondent, eux, dans un mouvement de vases communicants, **aux objectifs européens inscrits dans le Traité de Fonctionnement de l'UE² de casse des services publics et de privatisations**. L'économie de l'UE est en effet sous le règne de la « concurrence libre et non faussée » et les caciques de l'UE, tel Juncker l'ont rappelé : « *Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens* ». Comme pour l'Hôpital public, il s'agit donc de **détruire le service public gratuit pour permettre l'émergence sur ses ruines fumantes d'un grand marché privé de l'éducation au profit des capitalistes** et au détriment de la jeunesse populaire. C'est ainsi que les établissements publics se voient privés de moyens de fonctionner, voient les contenus enseignés dépérir alors que les établissements privés, de la maternelle au supérieur, sont gavés de subventions et peuvent se permettre de contourner les programmes indigents et les réformes délétères. **Le ministre Pap N'Diaye a ainsi fait le choix de scolariser ses propres enfants à l'École alsacienne, établissement privé très coûteux mais très subventionné et place forte de l'entre-soi capitaliste**, pour qu'ils bénéficient « d'une scolarité sereine ». Dans le même temps, les enfants des quartiers populaires et/ou ruraux n'ont trop souvent pas de professeurs ni de bus. Ils s'entassent en classe comme des sardines lorsqu'il y a un adulte, pas forcément qualifié, à mettre devant eux, n'ayant droit pour tout enseignement qu'au pitoyable « socle commun de connaissances » et à des animations. Ces mêmes élèves voient **les inspecteurs et les personnels de direction rivaliser d'innovation dans la hargne et la servilité pour contraindre leurs équipes éducatives à dénaturer les contenus disciplinaires enseignés**, remplaçant les exigences scientifiques des disciplines par des « escape games (sic) » et autres expérimentations désastreuses qui ont réduit les heures d'enseignement et rabaissé le contenu même des programmes au niveau d'un « socle commun » débilisant.

En la matière, le "socialiste" Allègre a rivalisé de hargne avec le "républicain" Fillon et avec le "marcheur" Macron et son super Attila éducatif Blanquer, l'homme qui a dénaturé le bac national, soumis les élèves à un contrôle continu local très inégalitaire, accru la sélection sociale à l'entrée de l'Université avec Parcours Sup. Quant à Macron, il appelle à assécher les concours et le Statut, garants de notre indépendance et socles de la laïcité scolaire, en soumettant notre recrutement (donc notre licenciement!) à la dictature des chefs d'établissement... Bref, c'est la dissolution "en marche" de l'Éducation "nationale"...

POUR RÉSISTER, DEUX PIÈGES À ÉVITER ABSOLUMENT

1° Tout d'abord tomber dans la controverse stérile sur le ministre Pap N'Diaye, que la droite combat pour de sales raisons frisant le racisme et que la fausse gauche défend sans contester son adhésion à l'euro-destruction de l'Éducation.

L'essentiel est de revendiquer haut et fort :

- * qu'il faut un **investissement massif dans l'école, la santé, l'équipement, le ferroviaire, l'Office National des Forêts**, etc., bref, dans ces services publics que les euro-gouvernements successifs ont sacrifiés, hôpital en tête, en même temps que le produire en France (délocalisations) durant quarante années de « construction » européenne au service des seuls profits capitalistes. **Ce qui ne s'obtiendra pas avec un ministre aux ordres amplifiant la politique réactionnaire de Blanquer**.
- * qu'il faut aussi un **rattrapage massif des salaires et des pensions des personnels de l'Éducation**, sachant que le « dévissage » de nos traitements est inséparable de l'abandon de l'échelle mobile des prix et des salaires qui existait avant 1983 et que les « socialistes » Mitterrand et Delors (futur président de la Commission européenne) ont supprimée en 1983 pour préparer la monnaie unique au service de l'austérité salariale !

2° S'enfermer dans notre corporation et s'en tenir à des "journées d'action" syndicales sans lendemain.

Il faut plutôt relancer le **syndicalisme de classe**, partir des luttes dans chaque secteur pour construire le « **tous ensemble en même temps** ».

Sans cela, impossible d'ébranler le bloc du MEDEF, du gouvernement et de l'UE que personnifie Macron. C'est **AVEC les autres travailleurs du public et du privé, avec nos élèves et leurs parents travailleurs**, que nous sauverons l'Éducation nationale de la faillite organisée au profit de l'école privée et que nous revitaliserons nos salaires, nos statuts, nos enseignements, que **nous bloquerons le projet de retraite à 65 ans minimum**, que nous briserons ces décotes sur les pensions qui font de nombre d'enseignantes des retraitées pauvres ou dépendantes de leur conjoint sur le plan financier (alors qu'on nous gave de discours hypocrites sur l'égalité des sexes !).

3 La Constitution européenne, celle-là même que le peuple français a démocratiquement rejetée par le vote en 2005.